

CHEIKH TIDIANE GADIO

Vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal, président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance

Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

La parole est à Monsieur Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal et président de l'Institut Panafricain de Stratégies, que nous avons aidé, nous aussi, à porter sur les fonts baptismaux. Monsieur Gadio a la parole.

Cheikh Tidiane Gadio

Merci, Monsieur le Président. Si vous le permettez, je voudrais prendre 30 secondes en dehors des 7 minutes parce que je voudrais faire une proposition. Je pense que c'est bien d'avoir un *workshop* sur l'Afrique, mais il y a quand même un dialogue entre les continents qui se passe sur la grande scène. Il serait bien que, nous aussi, nous puissions être impliqués et que nous puissions prendre la parole dans les plénières.

Par exemple, concernant le débat sur l'Australie et l'océan Pacifique, l'Afrique a un point de vue. Quand monsieur Obama a pensé faire ce qu'il a appelé le « pivot », il avait été recommandé à ses amis proches par moi et d'autres de lui dire que ce serait très grave erreur de stratégie, puisqu'en allant dans cette partie du monde pour contrer l'offensive chinoise, il risquait de rencontrer les Chinois entre autres, qui vont vers l'Afrique et l'Atlantique. Il n'est donc pas bon de continuer à nous isoler. L'océan Atlantique est tout aussi stratégiquement important pour nous que pour le reste du monde.

Nous avons un point de vue sur ces questions et c'est dommage qu'on en soit exclu. Je pense qu'il faudrait organiser un dialogue entre l'Afrique et les autres continents, sur la grande scène, sur toutes les grandes questions géostratégiques sans aucune exception. C'est une suggestion que nous devons faire à nos amis de la World Policy Conference.

Pour revenir à mon temps de parole, je l'ai dit plusieurs fois et je l'ai répété, je pense que l'Afrique, son problème numéro 1, numéro 2 et numéro 3, c'est son *leadership*. Je pense que l'Afrique traverse une profonde crise du *leadership* qui nous a mené à la situation que nous vivons actuellement. On refuse de changer le paradigme du développement de l'Afrique qui pourtant a montré depuis plusieurs décennies qu'il était erroné et synonyme d'impasse.

Les résultats sont là : soixante ans après les indépendances, aucun pays africain n'est émergent, alors que des pays qui étaient dans les mêmes conditions que nous, comme la



Corée du Sud, pèsent aujourd'hui 25 pays d'Afrique. Qu'est-ce qu'ils ont fait en soixante ans pour en arriver là ? Je pense qu'il y a des réflexions à mener, mais la question d'un bon leadership a été indéniablement centrale dans leur réussite.

Ensuite, il me semble que les théories de développement qui ont été appliquées, qui n'ont pas fonctionné et qui ne fonctionneront jamais, continuent d'être appliquées avec une grande incohérence dans la démarche, et beaucoup d'inconsistance. On commence un plan et deux ou trois ans après, on change de plan : Plan de Lagos, Traité d'Abuja, Vision et Missions de l'Union africaine, NEPAD, les Plans émergents par pays, enfin l'inénarrable Agenda 2063. Il y a sans conteste une sorte de valse de plans et une incohérence et inconsistance dans la démarche, qui font qu'il est temps que les Africains se réveillent et mettent les choses en ordre chez eux.

Il me semble aussi que l'une des grandes questions dont nous devons discuter – on en parle un peu partout, mais il faut en discuter – est de savoir si l'Afrique a décidé de trahir sa jeunesse. Y a-t-il une trahison de la jeunesse africaine par le *leadership* africain ? La jeunesse c'est près de 70 % de la population ; en général, on nomme un ministre de la Jeunesse dans un gouvernement et, tout le reste, ce sont des générations qui n'ont pas tout à fait réussi le pari du développement qui dirigent le continent.

Il est temps de donner la place à la jeunesse africaine, mais surtout de comprendre le désarroi de cette jeunesse. Elle n'a pas de perspectives. Et quand un continent trahit sa jeunesse, à mon avis, ce continent trahit son futur parce qu'apparemment, il n'a pas de perspective d'avoir un grand futur.

La résilience africaine a été saluée par tout le monde, je suis d'accord, mais je pense que la crise profonde du *leadership* se manifeste particulièrement sur la question de la sécurité. C'est absolument inacceptable ce qu'il se passe aujourd'hui sur le continent africain. Le terrorisme est la menace numéro 1 du continent africain.

Les terroristes sont venus prendre « leur part d'Afrique ». Le terrorisme est en train de métastaser partout dans le continent : d'abord Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Libye. Ensuite ils sont descendus dans le Sahel. Aujourd'hui, ils sont dans les Grands Lacs. Ils ont passé les Grands Lacs et ils sont au Mozambique. Ils ont un plan d'ensemble très cohérent et ils nous attaquent de partout.

Où est la réponse africaine ? Nous avons prévu un sommet sur le terrorisme. Cela a été reporté à cause du Covid. Ce n'est pas une bonne excuse parce que c'est une urgence. Des paysans, des femmes et des enfants se font massacrer un peu partout dans le Sahel. Nos États ne répondent pas à ces défis. L'épicentre du terrorisme mondial est en train de déménager et de s'installer en Afrique, et il se passe des choses tout à fait inacceptables.

Quand il y a eu cette histoire d'Afghanistan, le monde entier en a parlé pendant des jours. Et qu'en est-il des vies africaines que l'on perd chaque jour ? « *Black African lives matter too* ». C'est important parce que, quand on annonce que 40 ou 60 paysans ont été tués dans un pays du Sahel, cela ne fait pas la une des grands médias. C'est comme si c'était ordinaire ou presque acceptable. Ça ne l'est pas.



Encore une fois, je ne blâme personne parce que la question est d'abord posée aux dirigeants africains, à notre *leadership*. Ont-ils compris la gravité de la menace ? Ont-ils compris que ces gens vont partout et, aujourd'hui, cherchent une façade maritime ? Ils sont intéressés par le Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, ils sont en train de voir cela. Les Leaders de l'Internationale terroriste sont des intellectuels, des cadres, des gens bien formés qui ont quitté le Moyen-Orient et qui sont venus faire la jonction avec certains de leurs camarades chez nous en Afrique.

À cette crise de la sécurité, nous devons apporter une réponse. Mais cette crise est amplifiée par la crise de la gouvernance. Nous avons vécu des moments extraordinaires en Afrique avec des élections que tout le monde savait discutables, et la CEDEAO vient certifier ces élections et dire que cela s'est bien passé, alors que nous savons que ce n'est pas vrai. Ensuite, un coup d'État militaire suit. Puis la CEDEAO vient condamner le coup d'État, geler les avoirs et mettre sous sanctions, etc.

L'opinion africaine ne suit pas. Elle dit que si vous manipulez les constitutions, vous devez être condamné par la communauté. Si vous tirez sur vos citoyens pour cause électorale ou autre, vous méritez comme Leader d'être mis au banc de la communauté, condamné et isolé par vos pairs. La CEDEAO comme l'Union africaine ont atteint leurs limites historiques. Elles ne peuvent pas aller plus loin et ne sont même pas réformables. Combien de fois avons-nous tenté de les réformer sans y parvenir ? Je pense qu'il faut créer de nouvelles organisations avec de nouveaux objectifs.

Je termine sur l'Union africaine. Sur la Libye, la France convoque un sommet sur la Libye au mois de novembre et elle a invité l'Allemagne et l'Italie. Aucune réaction de l'Union africaine pour rappeler que la Libye est en terre africaine, et non en Europe. Comment se fait-il que la Turquie demande à son parlement une résolution l'autorisant à aller faire la guerre en... Libye ? L'Afrique est-elle soudainement devenue un « No Man's Land » ? Peut-on continuer à nous ignorer dans la gestion et la résolution de nos propres conflits ? Et pourquoi l'Union africaine ne se fait-elle même pas inviter dans les rencontres où l'on règle les problèmes de la Libye, où l'on discute des questions de la Libye et du Nord de l'Afrique.

L'Union africaine est basée à Addis-Abeba, dans un pays si symboliquement important pour tous les Africains, mais où le Premier ministre que l'on respecte beaucoup, qui a eu un Prix Nobel de la paix, décide de faire la guerre dans son propre pays et dans une région, où il y'avait déjà des menaces de guerre régionales un peu partout avec ses voisins. Que va-t-on faire de cela ? Si cela continue, je pense que le courage des Africains serait de faire comme pour la BAD qui avait déménagé de la Côte d'Ivoire provisoirement. Le siège de l'Union africaine devrait quitter provisoirement Addis-Abeba si la guerre continue parce qu'il est inacceptable qu'à l'endroit où nous construisons la paix, la sécurité et le futur de l'Afrique, le Leader de ce pays décide d'aller faire la guerre et demande aux gens de ne pas en parler. Et il se fâche même contre toute personne ou organisation qui prend la parole sur ces questions.

Pour résumer, un des grands drames du continent, c'est la question du *leadership*. Il faut que nous en discutons. Les dirigeants ne peuvent pas avoir 1,2 à 1,3 milliard d'habitants, avoir 70 % de jeunes et de forces vives, avoir un tiers des ressources naturelles du monde et continuer à faire de l'Afrique ce champ de désolation et de désespoir, et en même temps ouvrir la porte et les fenêtres de l'Afrique au terrorisme mondial, qui vient s'installer, convoiter



nos terres, nos forêts, notre eau, nos ressources naturelles et penser qu'ils doivent et peuvent construire leur Califat islamique un peu partout en Afrique.

La question de la sécurité : telle est ma problématique. On ne peut pas, comme le disait Cheikh Anta Diop, développer l'Afrique sans régler la question de la sécurité : « La sécurité précède le développement ». Il avait parfaitement raison et cela n'a pas changé.

Merci.

Robert Dossou

Merci, Monsieur Tidiane Gadio.